

CIO : l'association des directeurs réclame un statut d'établissement public administratif

« C'est un faux problème de savoir si les CIO vont relever des régions ou de l'Éducation nationale car les deux doivent de toute façon s'accorder, bien au-delà d'un simple conventionnement entre le recteur et le président de région », déclare vendredi 23 novembre 2012 Yvan Souleliac, nouveau président de l'ANDCIO (Association des directeurs de centre d'information et d'orientation), lors d'une journée d'étude organisée à Paris par l'association. Avant de réfléchir aux transferts de compétence en matière d'orientation examinés dans le cadre de l'acte III de la décentralisation, l'association veut d'abord « consolider les CIO ». Elle réclame « un véritable statut » pour ces structures et préconise celui d'établissement public administratif (EPA).

Dans le cadre de l'acte III de la décentralisation, les CIO pourraient être intégrés au service public territorialisé de l'orientation piloté par les régions auxquelles sera confiée leur gestion matérielle (AEF n°[173273](#)).

L'ANDCIO plaide en premier lieu pour « la création d'un véritable établissement public pouvant s'inscrire dans la perspective d'un service public territorialisé ». Cela permettrait de « mettre en œuvre une réelle coordination des actions d'orientation, scolaire et non scolaire ».

« À travers la répartition des diverses parties prenantes dans les divers collèges du conseil d'administration (administration, élus, partenaires sociaux...), le statut d'EPA permettrait d'apaiser les tensions actuelles dues à l'exacerbation des divers points de vue sur l'orientation », explique vendredi Zbyslaw Adamus, un membre de l'association, lors de la journée d'études organisée par l'association. Il explique qu'un EPA se caractérise par « sa spécialité, car il correspond à une mission précise » et par son organisation, étant doté d'un conseil d'administration et d'une direction.

L'association indique qu'elle s'est inspirée de l'enseignement agricole, les lycées agricoles ayant en effet une structure composite (formation initiale et continue, apprentissage, exploitation agricole intégrée, contribution à l'environnement) et leur conseil d'administration étant présidé par un conseiller régional.

« NE PAS SAUCISSONNER L'ORIENTATION »

Concernant la réforme de l'orientation, les directeurs de CIO regrettent de ne pas encore connaître « l'ampleur et les modalités de la réorganisation ». L'association estime que l'orientation ne peut pas être saucissonnée entre d'un côté l'orientation scolaire et de l'autre ce qui concerne les métiers et l'insertion ».

« La question n'est pas de savoir si les régions ont un rôle important et légitime à jouer en matière d'orientation. Il apparaît clairement que le système de l'orientation n'évoluera positivement qu'à la condition que l'État et les collectivités territoriales travaillent ensemble sur le sujet », souligne Yvan Souleliac.